NAIROBI, 31 jan (IPS) - Peu de femmes au Kenya nourrissent des illusions d’entrer en politique. La discrimination flagrante, les menaces et les intimidations, un terrain de jeu inégal ainsi qu’un public largement antipathique ont transformé la politique électorale en un véritable terrain miné pour les femmes espérant occuper de hauts postes gouvernementaux. Malgré l'adoption d'une constitution plus sensible au genre en 2010, dans laquelle l'article 81(b) stipule que plus des deux-tiers des membres des organes publics électifs ne doivent pas être du même sexe, des partis politiques dominés par les hommes continuent de faire une farce du peu d'espace politique offert aux femmes.

Alors qu'auparavant, les femmes étaient seulement autorisées à disputer trois sièges - notamment pour les postes de président(e), de député(e) et de conseiller(ère) d'une circonscription électorale - trois autres sièges sont à occuper lors des élections prévues pour le 4 mars cette année.

Mais "l'environnement n'est toujours pas favorable", a déclaré à IPS, Hamisa Zaja, une politicienne dans la région de la Côte, au Kenya.

"Les femmes demeurent sous l'attaque des adversaires hommes et même de la société", a-t-elle ajouté.

Lorsque Vesca Kangongo avait présenté sa candidature pour le siège de gouverneur à 'Uasin Gishu', un comté dans la région de la 'Rift Valley', au Kenya, située à environ 313 kilomètres de la capitale, Nairobi, ses rivaux avaient juré que le gouverneur de la région "serait tout sauf une femme".

Cette déclaration a été reprise à travers le pays et, par conséquent, seule une poignée de femmes sont candidates à de hauts sièges.

Zaja a expliqué qu’en plus de l'attitude négative de la société à l'égard du leadership féminin, les ressources financières nécessaires pour lancer une campagne compétitive excluent automatiquement beaucoup de femmes de la course.

"Je me suis retirée de la course pour le (poste de) gouverneur du comté de Mombasa sous le 'Wiper Democratic Movement' parce que je n'avais pas la force économique nécessaire", a-t-elle indiqué.

Pour qu'elle soit retenue comme candidate de son parti, il avait été demandé à Zaja de payer l'équivalent de 1.700 dollars, une grosse somme dans un pays où, selon les statistiques du

gouvernement, le salaire mensuel moyen est d'environ 250 dollars.

"C'est sans compter l'argent nécessaire pour huiler une campagne efficace comme l'obtention de véhicules, leur alimentation en carburant pour faciliter la mobilité, l'image de marque, etc.", a souligné Jacky Mwaura, un agent de campagne.

Lorsque la candidate à la présidentielle, Martha Karua, se présentant sur le ticket de la Coalition nationale arc-en-ciel (NARC)-Kenya, a annoncé qu'elle disposait de seulement quelque 640.000 dollars en son nom, on ne sait pas clairement comment elle financerait sa campagne lorsque ses rivaux les plus solides parlent d'un budget de 91,4 millions de dollars.

"L'argent de la campagne au Kenya provient en grande partie de la richesse personnelle", a expliqué à IPS, Peter Otondo, un analyste politique. "Bien que les grands politiciens organisent des dîners pour collecter des fonds, c'est souvent pour tromper les électeurs en montrant qu'ils sont transparents et responsables".

Mais même pour les femmes capables de payer les frais prohibitifs de candidature, toute une série d'autres obstacles se présentent.

"Les femmes candidates à travers le pays sont confrontées à plusieurs défis, pour seulement perdre le ticket de candidature à la fin", a déclaré à IPS, sous couvert d'anonymat, une présidente de bureau de vote originaire du comté de Mombasa, situé dans la région de la Côte à 440 km de Nairobi.

Elle a ajouté que "la plupart des gens ici connaissent Alice Maitha, l'épouse de l'ancien député défunt Kharisa Maitha, qui a obtenu son ticket pour disputer un siège au Sénat (la future Chambre haute du parlement) sous le Parti de l'alliance nationale (TNA)".

En tant que présidente de bureau de vote, la source anonyme dispose des informations sûres et a révélé que Maitha était au début un membre dévoué du 'Wiper Democratic Movement', et a même payé les frais estimés à 1.700 dollars afin de se battre pour obtenir son ticket pour le Sénat.

"Mais à la dernière minute, le parti l'a informée qu'elle n'était pas financièrement solide et que "le Sénat n'est pas pour les femmes", a affirmé la présidente de bureau de votre à IPS.

Mais Maitha a refusé d'être découragée. Elle a rapidement rejoint la TNA, où elle a payé encore 2.000 dollars pour être autorisée à se présenter pour le même ticket, et a réussi à entrer dans le scrutin.

Mais ses malheurs ne se sont pas arrêtés là. Selon la présidente de bureau, Maitha est depuis ce temps sous la pression de "vendre" son ticket à un rival homme.

L'utilisation généralisée de la violence, qui est devenue partie intégrante de la politique kényane, est un autre obstacle grave à la participation des femmes.

Il y a quelques jours, un président de bureau de vote, chargé de superviser les élections, a succombé aux blessures à l'arme blanche subies durant des accrochages entre groupes rivaux lors des nominations bouclées récemment.

"Les femmes ont tendance à s'écarter de la violence", a déclaré à IPS, John Ndeta, coordonnateur des communications d'un projet baptisé 'Peace Initiative Kenya' (Initiative pour la paix au Kenya).

Puisqu'une grande partie des résultats des élections est déterminée par la corruption, l'intimidation et des hostilités pures et simples, les femmes ne parviennent toujours pas à obtenir le type de soutien qui est gagné par la violence et la contrainte.

Selon Ndeta, bien que la constitution exige qu'un tiers des personnalités élues - au moins 117 des 290 membres de la prochaine Assemblée nationale - soit des femmes, "ce sera une tâche difficile pour les femmes d'arriver là".

En outre, "les hommes font campagne la nuit. Une femme n'est pas censée faire cela. Vous trouverez qu'une femme candidate va se coucher pensant que sa position au sein du parti est sécurisée, mais pour se réveiller avec de nouvelles réalités le matin après que les hommes ont veillé toute la nuit", a expliqué Zaja. (FIN/2013)